

POURQUOI L'ÉCOSOCIALISME ?

POUR UN FUTUR ROUGE-VERT



MICHAEL LÖWY

MARS 2019



POURQUOI L'ÉCOSOCIALISME ?

POUR UN FUTUR ROUGE-VERT

MICHAEL LÖWY

MARS 2019

Le système capitaliste, basé sur les profits maximums, sans considérations pour les coûts sociaux et écologiques, est incompatible avec un futur juste et soutenable. L'écosocialisme offre une alternative radicale plaçant le bien-être social et écologique au premier plan. Conscient des liens entre l'exploitation du travail et celle de l'environnement, l'écosocialisme s'oppose aussi bien à *l'écologie du marché* réformiste qu'au *socialisme productiviste*. En adoptant un nouveau modèle de planification fortement démocratique, la société peut prendre le contrôle des moyens de production et de son propre destin. Des journées de travail plus courtes et l'insistance sur les besoins authentiques par-dessus le consumérisme peuvent faciliter l'élévation de l'être au-dessus de l'avoir et réussir à obtenir un sens de liberté plus profonde pour toutes les personnes. Néanmoins, pour atteindre cette vision, écologistes et socialistes devront reconnaître leur lutte commune, et la connecter avec le grand *mouvement de mouvements* à la recherche d'une grande transition.

INTRODUCTION

La civilisation capitaliste contemporaine est en crise. L'accumulation illimitée du capital, la marchandisation totale, l'exploitation sans pitié du travail et de la nature, la compétition brutale érodent les bases d'un futur soutenable, mettant ainsi en cause la survie même de l'espèce humaine. La menace profonde et systémique que nous affrontons exige un changement profond et systémique : une grande transition.

En synthétisant les principes basiques de l'écologie et de la critique marxiste de l'économie politique, l'*écosocialisme* offre une alternative radicale à un statut quo insoutenable. En rejetant une définition capitaliste de *progrès* basée sur la croissance du marché et l'expansion quantitative (ce qui est, comme l'a montré Marx, un progrès *destructif*), il défend des politiques basées sur des critères non-monnaïres, comme les besoins sociaux, le bien-être individuel et l'équilibre écologique. L'écosocialisme offre une critique tant de l'*écologie de marché* dominante, qui ne questionne pas le système capitaliste, que du *socialisme productiviste*, qui ignore les limites naturelles.

A mesure que les gens se rendent compte de l'imbrication entre les crises économique et écologique, l'écosocialisme a gagné des adhérents. Comme mouvement, l'écosocialisme est relativement nouveau, mais quelques-uns de ses arguments basiques peuvent s'inspirer des écrits de Marx et d'Engels. Maintenant, des intellectuel-le-s et des activistes recueillent ce legs et

cherchent une restructuration radicale de l'économie, en accord avec les principes de la planification écologique démocratique, plaçant à la première place les besoins planétaires et humains.

Les *socialismes réellement existants* du XX^e siècle, avec leurs bureaucraties fréquemment désintéressées par l'environnement, n'offrent pas un modèle attractif pour les écosocialistes d'aujourd'hui. Nous devons tracer un nouveau chemin d'avenir, qui se relie à la miriade de mouvements autour de la planète partageant la conviction qu'un monde meilleur n'est pas seulement possible, mais aussi nécessaire.

UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE DÉMOCRATIQUE

Le noyau de l'écosocialisme est le concept de planification écologique démocratique, où la population elle-même – non le marché ou un bureau politique – prend les principales décisions sur l'économie. Au commencement de la grande transition vers ce nouveau mode de vie, avec son nouveau mode de production et de consommation, des secteurs de l'économie (par exemple l'extraction de combustibles fossiles impliqués dans la crise climatique) doivent être supprimés ou se restructurer, tandis que de nouveaux secteurs se développent. La transformation économique doit s'accompagner de la recherche active du plein emploi avec des conditions égales de travail et de salaire. Cette vision égalitaire est essentielle tant pour la construction d'une société juste que pour attirer l'appui de la classe travailleuse à la transformation structurelle des forces productives.

Finalement, une telle vision est irréconciliable avec le contrôle privé des moyens de production et les processus de planification. En particulier, pour que les investissements et les innovations technologiques servent au bien commun, la prise de décision doit s'éloigner des banques et des entreprises capitalistes actuellement dominantes et incomber au domaine public. Alors la société elle-même – et non une petite oligarchie de propriétaire, ni une élite de techno-bureaucrates – décidera démocratiquement quelles lignes productives seront privilégiées et comment seront investis les ressources pour l'éducation, la santé et la culture. Des décisions plus grandes sur les priorités d'investissement – comme en finir avec toutes les plantes basées sur le charbon ou affecter les subsides agricoles à la production écologique – seraient prises par vote populaire direct. D'autres décisions moins importantes seraient prises par des corps élus, à l'échelle nationale, régionale ou locale, selon les cas.

Malgré les prêches conservateurs contre la *planification centrale*, la planification écologique démocratique promeut finalement plus et non moins de liberté, pour différentes raisons. Premièrement, elle offre la libération des lois économiques réifiées du système capitaliste qui enchaînent les individus dans ce que Max Weber a appelé une « cage de fer ». Les prix des biens ne seraient plus abandonnés aux *lois de l'offre et de la demande* : elles refléteraient en fait les priorités sociales et politiques, en utilisant les impôts et les subsides pour stimuler les biens sociaux et désactiver les maux sociaux. Idéalement, à mesure de l'avance de la transition écosocialiste, davantage de produits et de services critiques pour satisfaire les besoins humains fondamentaux seraient librement distribués, conformément à la volonté des citoyen-ne-s.

Deuxièmement, l'écosocialisme proclame un accroissement substantiel du temps libre. La planification et la réduction du temps de travail sont deux pas décisifs vers ce que Marx a appelé « le royaume de la liberté ». Une augmentation significative du temps libre est, de fait, une condition pour la participation des travailleur·euse·s à la discussion et à l'administration démocratique de l'économie et de la société.

Enfin, la planification écologique démocratique représente un exercice par la société complète de sa liberté pour contrôler les décisions touchant son destin. Si, d'après un idéal démocratique, on ne livrerait pas le pouvoir de décision politique à une petite élite, pourquoi le même principe devrait s'appliquer aux décisions économiques ? Sous le capitalisme, la valeur d'usage – la valeur d'un produit ou d'un service pour le bien-être – existe seulement au service de la valeur d'échange, ou la valeur marchande. Ainsi, de nombreux produits dans la société contemporaine sont socialement inutiles ou fabriqués pour leur rapide rechange (l'obsolescence programmée). Au contraire, dans une économie écosocialiste planifiée, la valeur d'usage serait l'unique critère pour la production de biens et de services, avec des conséquences économiques, sociales et écologiques d'une grande importance ⁽¹⁾.

La planification mettrait l'accent sur les décisions économiques à grande échelle, non sur les décisions à petite échelle qui pourraient toucher les restaurants locaux, les magasins, les petites boutiques ou les entreprises artisanales. Il est important de signaler qu'une telle planification est consistante par l'autogestion de ses unités productives. Par exemple, la décision de transformer la production d'une usine d'automobiles en production de bus et de tramway serait prise par l'ensemble de la société, mais l'organisation interne et le fonctionnement de l'entreprise seraient contrôlés démocratiquement par les travailleurs. Il y a eu beaucoup de discussion sur le caractère *centralisé* ou *décentralisé* de la planification, mais le contrôle démocratique à tous

les niveaux – local, régional, national, continental ou international – est plus important. Par exemple, des thèmes écologiques planétaires tels que le réchauffement climatique global doivent être abordés à une échelle mondiale et requièrent donc une forme de planification démocratique mondiale.

Le débat démocratique et pluraliste devrait se produire à tous les niveaux. Au travers de partis, de plateformes ou d'autres mouvements politiques, les diverses propositions seraient présentées à la population, et les délégué·e·s seraient élu·e·s d'une manière conséquente. Néanmoins, la démocratie représentative doit être complétée – et corrigée – par une démocratie directe que permet Internet, au travers de laquelle les gens choisissent – aux niveaux local, national et ensuite mondial – les options sociales et écologiques les plus grandes. Le transport public devrait-il être gratuit ? Les propriétaires d'automobiles privées devraient-ils payer des impôts spéciaux pour subventionner le transport public ? L'énergie solaire devrait-elle être subventionnée pour pouvoir concurrencer l'énergie fossile ? Faudrait-il réduire la semaine de travail à 30 heures, 25 heures ou moins, avec une réduction conséquente de la production ?

Une telle planification démocratique a besoin des contributions d'experts, mais le rôle de ceux-ci est éducatif, il consiste à présenter des visions informées sur des résultats alternatifs dans des processus populaires de prise de décisions. Quelle garantie y a-t-il que les gens prendront les décisions écologiquement pertinentes ? Aucune. L'écosocialisme plaide pour que les décisions démocratiques deviennent toujours plus raisonnées et illustrées à mesure que la culture change et que l'assujettissement au fétichisme de la marchandise se rompt. On ne peut imaginer une telle société sans atteindre, au travers de la lutte, l'auto-éducation et l'expérience sociale, un haut niveau de conscience socialiste et écologique. En tout cas, les alternatives – le marché aveugle ou une dictature écologique d'*experts* – ne sont-elles pas beaucoup plus dangereuses ?

La grande transition – du progrès capitaliste destructeur vers l'écosocialisme – est un processus historique, une transformation révolutionnaire et permanente de la société, de la culture et des mentalités. Promulguer cette transition mène non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais en plus à un *mode de vie* alternatif, à une *civilisation* écosocialiste, bien au-delà du royaume de l'argent, bien au-delà des habitudes de consommation produites artificiellement par la publicité et bien au-delà de la production illimitée de marchandises inutiles et/ou dommageables pour l'environnement. Un processus de transformation

comme celui-ci dépend de l'appui actif d'une vaste majorité de la population à un programme écosocialiste. Le facteur décisif dans le développement de la conscience socialiste et de la préoccupation environnementale est l'expérience collective de la lutte, en partant des affrontements locaux et partiels vers le changement radical de la société mondiale comme un tout.

LA QUESTION DE LA CROISSANCE

Le thème de la croissance économique a divisé socialistes et écologiques. Néanmoins, l'écosocialisme rejette le cadre dualiste croissance *versus* décroissance, développement *versus* anti-développement, parce que les deux positions partagent une conception seulement *quantitative* des forces productives. Une troisième position résonne davantage avec la tâche à mener : la *transformation qualitative* du développement.

Un nouveau paradigme de développement signifie de mettre fin au gaspillage scandaleux de ressources sous le capitalisme, impulsé par la production à grande échelle de produits inutiles et dommageables. L'industrie de l'armement est bien sûr un exemple dramatique, mais généralement la proposition primaire de nombreux *biens* produits – avec leur obsolescence programmée – consiste à générer des bénéfices pour les grandes entreprises. La question n'est pas la consommation excessive de manière abstraite, mais quel type de consommation prévaut, basé sur le déchet massif et la recherche notable et compulsive de nouveautés promues par la *mode*. Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction de besoins authentiques, incluant l'eau, la nourriture, l'habillement, le logement et les services de base comme la santé, l'éducation, le transport et la culture.

Evidemment, les pays du Sud global, où ces besoins sont très loin d'être satisfaits, doivent se consacrer au développement le plus classique : des voies ferrées, des hôpitaux, des systèmes d'égouts et d'autres infrastructures. Néanmoins, plus que copier la manière dont les pays riches ont construit leurs systèmes productifs, ces pays peuvent se développer par des manières écologiquement plus amicales, y compris l'introduction rapide d'énergies renouvelables. Tant que beaucoup de pays plus pauvres auront besoin d'étendre leur production agricole pour combattre la faim, alors que la population augmente, la solution écosocialiste consiste à promouvoir des méthodes agroécologiques basées sur des unités familiales, des coopératives ou des fermes collectives à plus grande échelle, et non les méthodes destructives de l'agro-négocie indus-

trialisé telles que l'usage intensif de pesticides, d'engrais chimiques et d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ⁽²⁾.

En même temps, la transformation écosocialiste en finirait avec le système atroce de la dette qu'affronte aujourd'hui le Sud global, comme avec l'exploitation de ses ressources par les pays industriels avancés et ceux qui connaissent un développement rapide comme la Chine. Au lieu de cela, nous pouvons imaginer un fort flux d'aide technique et économique, du Nord vers le Sud, enraciné dans un fort sentiment de solidarité et en reconnaissant que les problèmes planétaires exigent des solutions planétaires. Cela ne doit pas impliquer que les gens des pays riches *réduisent leur standard de vie*, mais qu'ils évitent la consommation obsessionnelle, induite par le système capitaliste, de marchandises inutiles ne satisfaisant pas les besoins réels ou ne contribuant pas au bien-être et à la prospérité humaines.

Mais comment distinguons-nous les besoins authentiques des besoins artificiels et contre-productifs ? A un degré considérable, ces derniers sont stimulés par la manipulation mentale de la publicité. Dans les sociétés capitalistes contemporaines, l'industrie de la publicité a envahi toutes les sphères de la vie, englobant tout depuis la nourriture que nous mangeons et les vêtements que nous portons aux sports, à la culture, à la religion et à la politique. La publicité promotionnelle est devenue omniprésente, infectant insidieusement nos rues, nos paysages et les moyens traditionnels et digitaux, modelant des habitudes de consommation obsessionnelles et compulsives. Pire, l'industrie de la publicité elle-même est une source considérable de déperdition de ressources naturelles et de temps de travail, finalement payées par le consommateur, par une branche de *production* en contradiction directe avec les besoins écologiques réels. Alors que l'industrie de la publicité est indispensable à l'économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers l'écosocialisme. Elle serait remplacée par des associations de consommateur/trice/s mettant leur veto et disséminant l'information sur les biens et les services. Pendant le développement à un certain degré de ces changements, les vieilles habitudes persisteront pour quelque temps, et nul n'a le droit de dicter les désirs des personnes. Altérer les patrons de consommation est un défi éducationnel en développement à l'intérieur d'un processus historique de changement culturel.

Une prémisses fondamentale de l'écosocialisme, c'est que dans une société sans divisions marquées entre classes et sans aliénation capitaliste, *l'être* prendra le dessus sur le *avoir*. Au lieu de rechercher des biens infinis, les gens chercheront plus de temps libre, les succès et le sens personnels pourront

être obtenus par des activités culturelles, athlétiques, récréatives, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques. Il n'est pas évident que la convoitise compulsive provienne d'une *nature humaine* compulsive, comme le suggère la rhétorique conservatrice. Elle est plutôt induite par le fétichisme de la marchandise, inhérente au système capitaliste, par l'idéologie dominante et par la publicité. Ernest Mandel synthétise bien ce point critique : « L'accumulation continue de toujours plus de biens (...) n'est sous aucun motif une caractéristique universelle ou prédominante dans le comportement humain. Le développement de talents et d'inclinations pour son propre compte ; la protection de la santé et de la vie ; le soin des enfants ; le développement de relations sociales riches (...) deviennent les principales motivations une fois que les besoins matériels basiques ont été satisfaits » ⁽³⁾.

Il est évident que même une société sans classes connaîtra des conflits et des contradictions. La transition à l'écosocialisme connaîtra des tensions entre les exigences de la protection de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et le développement d'infrastructures de base, entre les habitudes de consommation populaire et la rareté des ressources, entre les impulsions communautaires et cosmopolites. Les lutes entre les désirs en compétition sont inévitables. La pesée et la balance de ces intérêts doit donc devenir la tâche d'un processus de planification démocratique, libéré des impératifs de la recherche du capital et des profits, pour parvenir à des solutions par le discours public transparent, pluriel et ouvert. Une démocratie participative de ce type à tous les niveaux ne signifie pas qu'il n'y aura pas d'erreurs, mais rend possible l'auto-correction de leurs propres erreurs par les membres de la collectivité sociale.

RACINES INTELLECTUELLES

Bien que l'écosocialisme soit un phénomène récent, ses racines intellectuelles peuvent être recherchées en se référant à Marx et Engels. Comme les préoccupations écologiques n'étaient pas si évidentes au XIXe siècle par rapport à notre ère de catastrophe écologique débutante, celles-ci n'eurent pas un rôle central dans les œuvres de Marx et d'Engels.

Certains passages de Marx et d'Engels (et assurément dans les courants marxistes dominants qui suivirent) adoptent une position acritique envers les forces productives créées par le capital, en traitant le « développement des forces productives » comme le facteur principal du progrès humain. Néan-

moins, Marx s'opposa radicalement à ce que nous appelons maintenant *productivisme* : la logique capitaliste par laquelle l'accumulation de capital, de richesse et de marchandise devient une fin en soi-même. L'idée fondamentale d'une économie socialiste – par opposition aux caricatures bureaucratiques ayant prévalu dans les expériences *socialistes* du XXe siècle – est de produire des *valeurs d'usage*, des biens qui nécessairement servent à satisfaire les besoins, le bien-être et le plein développement des personnes. Pour Marx, la caractéristique centrale du progrès technique n'était pas la croissance indéfinie de produits (*avoir*), mais la réduction du travail socialement nécessaire et l'augmentation concomitante du temps libre (*être*) ⁽⁴⁾. L'émphase de Marx sur l'autodéveloppement communiste, dans le temps libre pour des activités artistiques, érotiques ou intellectuelle – contrastant avec l'obsession capitaliste pour la consommation de toujours plus de biens matériels – implique une réduction décisive de la pression sur l'environnement naturel ⁽⁵⁾.

Au-delà du supposé bénéfique pour l'environnement, une contribution marxienne claire à la pensée écologique-socialiste est l'attribution au capitalisme d'une fracture métabolique : c'est-à-dire une rupture de l'échane matériel entre les sociétés humaines et l'environnement naturel. Le thème est discuté, inter alia [parmi d'autres], dans un passage bien connu du Capital :

« La production capitaliste d'une part accumule la force motrice historique de la société : d'autre part, elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie des travailleurs rustiques, mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. (...) En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays (...) se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » ⁽⁶⁾.

La producción capitalista (...) vuelve un problema el intercambio material entre el hombre y la tierra ; así como la eterna condición natural de la fertilidad duradera de la tierra, haciendo más

difícil la restitución de la tierra porque los ingredientes que requiere le son quitados y usados bajo la forma de alimentos, de ropa, etc. (...) Por otro lado, todo progreso, realizado en la agricultura capitalista, no es solamente un progreso en el arte de explotar al obrero, sino también en el arte de despojar a la tierra (...) Más un país (...) se desarrolla sobre la base de la gran industria, más este proceso de destrucción se hace realidad rápidamente. La producción capitalista desarrolla la técnica y la combinación del proceso de producción social mientras va minando, al mismo tiempo, las dos fuentes de donde sale toda riqueza : la tierra y el trabajador.^[6]

Cet important fragment clarifie la vision dialectique de Marx sur les contradictions du progrès et ses conséquences destructrices pour la nature dans des conditions capitalistes. L'exemple se limite bien sûr à la perte de fertilité du sol. Mais sur cette base, Marx trace la vision plus ample que la production capitaliste incarne une tendance à miner les « conditions naturelles éternelles ». D'un point de vue similaire, Marx réitère son argument le plus connu que la même logique destructrice du capitalisme exploite et dégrade les travailleurs.

Alors que la majorité des écosocialistes contemporains sont inspirés par les intuitions de Marx, l'écologie est devenue beaucoup plus centrale dans leur analyse et leur action. Durant les décennies 1970-1980, en Europe et aux Etats-Unis, un socialisme écologique a commencé à prendre forme. Manuel Sacristán, un philosophe communiste dissident, fonda en 1979 la revue écosocialiste et féministe *Mientras Tanto*, introduisant le concept dialectique de « forces productives-destructrices ». Raymond Williams, un socialiste britannique – fondateur des études culturelles modernes – est devenu l'un des premiers en Europe à en appeler à un « socialisme écologiquement conscient », et on lui attribue fréquemment le mérite d'avoir formulé le terme « écosocialisme ». André Gorz, philosophe et journaliste français, affirme que l'écologie politique doit contenir une critique de la pensée économique et appelait à une transformation écologique et humaniste du travail. Le biologiste nord-américain Barry Commoner affirma que le système capitaliste et sa technologie – et non la croissance de la population – étaient responsables de la destruction de l'environnement, ce qui le mena à la conclusion qu'un « type de socialisme » était l'alternative réaliste ⁽⁷⁾.

Dans les années 1980, James O'Connor fonda l'influente revue *Capitalism, Nature and Socialism*, qui s'inspire dans son idée de la « seconde contra-

diction du capitalisme ». Dans cette formulation, la première contradiction marxiste est celle entre les forces et les rapports de production ; la seconde contradiction se trouve entre le mode de production et les « conditions de production », spécialement l'état de l'environnement.

Dans les années 2000, une nouvelle génération d'écomarxistes apparut, incluant John Bellamy Foster et d'autres personnes autour de la *Monthly Review*, qui développe davantage le concept marxien de fracture métabolique entre les sociétés humaines et la nature. En 2001, Joel Kovel et le présent auteur écrivirent « Un manifeste écosocialiste », qui fut ensuite développé par les mêmes auteurs, avec Ian Agus, dans le *Manifeste écosocialiste de Belem* (2008) : il fut signé par des centaines de personnes provenant de 40 pays et distribué au Forum social mondial en 2009. Depuis lors, il est devenu une référence importante pour les écosocialistes dans le monde ⁽⁸⁾.

POURQUOI LES ÉCOLOGISTES ONT-ILS BESOIN D'ÊTRE SOCIALISTES ?

Comme les auteurs mentionnés et d'autres l'ont montré, le capitalisme est incompatible avec un futur soutenable. Le système capitaliste, une machine de croissance économique impulsée par les combustibles fossiles à partir de la Révolution industrielle, est le principal responsable du changement climatique et de la plus grande crise écologique sur la Terre. Sa logique irrationnelle d'expansion et d'accumulation indéfinie, le gaspillage des ressources, la consommation ostentatoire, l'obsolescence planifiée et la recherche des profits à n'importe quel prix sont en train de mener la planète au bord du précipice.

Le *capitalisme vert* – la stratégie de réduire l'impact environnemental, alors que se maintiennent les institutions économiques dominantes – offre-t-il une solution ? L'impossibilité d'un scénario de politiques de réformes de ces caractéristiques peut se voir de manière plus claire dans l'échec pour aborder effectivement le changement climatique durant un quart de siècle de conférences internationales ⁽⁹⁾.

Par exemple, lors de la conférence climatique de Paris en 2015, de nombreux pays ont promis de mener à terme des efforts sérieux pour maintenir les températures mondiales à une moyenne au-dessous de 2°C de réchauffement (idéalement, promirent-ils, au-dessous de 1,5°C de réchauffement).

Ils ont offert, de manière volontaire, d'implanter des mesures pour réduire leurs émissions de gaz à effet hivernal. Néanmoins, ils n'ont pas prévu de

mécanismes d'application établis, ni les conséquences pour la non-mise en œuvre, et il n'y a donc pas de garanties qu'aucun pays ne tiendrait sa parole. Les USA, le second plus grand producteur d'émissions de carbone, sont gouvernés par un négationniste climatique qui a fait sortir les USA de l'Accord de Paris. Même si tous les pays tenaient leurs promesses, la température globale augmenterait de 3°C ou plus, avec un grand risque d'un horrible changement climatique irréversible ⁽¹⁰⁾.

Enfin, l'erreur fatale du capitalisme vert réside dans le conflit entre la micro-rationalité du marché capitaliste, avec son calcul à courte vue de gains et de pertes, et la macro-rationalité de l'action collective pour le bien commun. La logique aveugle du marché résiste à une rapide transformation énergétique loin de la dépendance des combustibles fossiles qui sont en contradiction intrinsèque avec la rationalité écologique. Le point ne consiste pas à juger les *mauvais* capitalistes écocides mauvais en opposition aux bons capitalistes *verts* ; l'erreur réside dans un système basé sur la compétence impitoyable et dans une course aux profits à court terme qui détruisent le bilan de la nature. Le défi environnemental – construire un système qui reflète le bien commun dans son ADN institutionnel – se trouve inextricablement uni au défi socialiste.

Ce défi requiert de construire que E.P. Thompson a appelé une « morale » basée sur des principes non-monnaïres et extra-économiques, des principes socio-écologiques, et gouvernée par des processus démocratiques de prise de décision ⁽¹¹⁾. Beaucoup plus qu'une réforme progressiste, on a besoin de l'apparition d'une civilisation sociale et écologique qui fasse naître une nouvelle structure énergétique et un ensemble de valeurs et de mode de vie post-consumériste. Réaliser cette vision ne sera pas possible sans la planification publique et le contrôle sur les *moyens de production*, les ressources physiques utilisés pour produire la valeur économique, comme les installations, la machinerie et l'infrastructure.

Une politique écologique qui fonctionne au sein des institutions dominantes et les règles de l'*économie de marché* ne parviendra pas à accomplir les profonds défis environnementaux que nous affrontons. Les écologistes qui ne reconnaissent comment le *productivisme* suit la logique du profit sont voués à l'échec. Le manque d'une posture anti-capitaliste cohérente a conduit la majorité des partis verts européens – de manière notable en France, Allemagne, Italie et Belgique – à devenir en simples camarades *éco-réformistes* dans l'administration socio-libérale du capitalisme par des gouvernements de centre-gauche.

Bien sûr, la nature ne s'est pas beaucoup mieux portée sous le *socialisme* de style soviétique que sous le capitalisme. De fait, c'est l'une des raisons pour lesquelles l'écosocialisme défend un programme et une vision très différents de ceux du *socialisme réellement existant* dans le passé. Vu que les racines du problème écologique sont systémiques, l'écologie a besoin de défier le système capitalisme dominant, et cela signifie prendre au sérieux la synthèse du XX^e siècle entre écologie et socialisme : l'écosocialisme.

POURQUOI LES SOCIALISTES ONT-ILS BESOIN D'ÊTRE ÉCOLOGISTES ?

La survie de la société civilisée et peut-être de la vie sur la planète Terre est en jeu. La théorie ou le mouvement socialiste qui n'intègre pas l'écologie comme un élément central de son programme et de sa stratégie est anachronique et irrelevante.

Le changement climatique représente l'expression la plus menaçante de la crise écologique planétaire, en posant un défi sans précédents historiques. Si l'on permet aux températures mondiales d'excéder les niveaux pré-industriels de plus de 2°C, la communauté scientifique prévoit des conséquences terribles et croissantes, comme une augmentation du niveau de la mer si grande qu'elle risquerait de noyer la majorité des villes maritimes, de Dacca (Bangladesh) à Amsterdam, Venise ou New York ; la désertification à grande échelle, l'altération du cycle hydrologique et son résultat dans l'agriculture, des événements climatiques plus extrêmes et fréquents et l'extinction massive des espèces. Nous sommes déjà à 1°C de réchauffement. A quelle augmentation des températures – 5, 6 ou 7°C – arriverons-nous à un point critique au-delà duquel la planète ne pourra plus supporter la vie civilisée ou deviendra même inhabitable ?

C'est particulièrement préoccupant que les impacts dans le changement climatique s'accumulent à un rythme beaucoup plus rapide que celui prédit par les scientifiques du climat, qui – comme la majorité des scientifiques – doivent être extrêmement prudents. Alors que l'encre d'un rapport publié par le panel intergouvernemental sur le changement climatique n'a pas fini de sécher, les impacts croissants sur le climat font apparaître ce texte comme très optimiste. Alors qu'auparavant on insistait sur ce qui arriverait dans un futur lointain, l'attention s'est tournée, de manière croissante, vers ce que nous affrontons maintenant et dans les prochaines années.

Certains socialistes reconnaissent la nécessité d'incorporer l'écologie à notre programme, mais formulent des objections quant au terme *écosocialisme*, en argumentant que le socialisme contient déjà l'écologie, le féminisme, l'antiracisme et d'autres fronts progressistes. Néanmoins, en suggérant un changement significatif dans les idées socialistes, le terme écosocialiste transmet une importante signification politique. Premièrement, il reflète une nouvelle compréhension du capitalisme comme un système basé non seulement sur l'exploitation, mais aussi sur la *destruction* : la destruction massive des conditions pour la vie sur la planète. Deuxièmement, l'écosocialisme étend la signification de la transformation socialiste bien au-delà d'un changement de la propriété, vers une transformation *civilisationnelle* dans l'appareil productif, les normes de consommation et le style complet de vie. Troisièmement, le nouveau terme souligne le point de vue critique à adopter sur les expériences du XX^e siècle menées au nom du socialisme.

Dans ses tendances dominantes, le socialisme du XX^e siècle (la social-démocratie et le communisme de style soviétique) fut, dans sa meilleure facette, inattentif à l'impact humain sur l'environnement et, dans sa pire facette, totalement dédaigneux. Les gouvernements adoptèrent et adaptèrent les appareils productifs de l'Occident dans un effort hâtif pour *se développer*, alors qu'ils restèrent dans leur majorité inconscients des profonds coûts négatifs sur la dégradation de l'environnement.

L'Union soviétique en est un exemple parfait. Les premières années après la Révolution d'Octobre virent le développement d'un courant écologique, et de fait une série de mesures furent prises pour protéger l'environnement. Mais vers la fin des années 1920, avec le processus de bureaucratisation stalinienne en marche, un productivisme insouciant s'imposa par des méthodes totalitaires dans l'industrie et l'agriculture, alors que les écologistes étaient marginalisés ou éliminés. L'accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986, apparaît comme un dramatique symbole des désastreuses conséquences à long terme de ce processus.

Changer celui qui possède la propriété sans changer la manière d'administrer cette propriété est un chemin sans issue. Le socialisme doit placer l'administration et la réorganisation démocratique du système de production au cœur de la transformation, accompagnée d'un fort engagement envers une responsabilité écologique. Ni le socialisme ni l'écologie séparés, mais l'écosocialisme.

L'ÉCOSOCIALISME ET UNE GRANDE TRANSITION

La lutte pour le socialisme vert à long terme requière de lutter pour des réformes concrètes et urgentes à court terme. Sans illusion sur les perspectives offertes par un *capitalisme propre*, le mouvement pour la transformation profonde doit tenter de réduire les risques pour les personnes et la planète, alors qu'il achète du temps pour construire l'appui à un changement plus fondamental. En particulier, la bataille pour forcer les pouvoirs actuels à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet hivernal continue d'être un front clé, ensemble avec les efforts locaux pour adopter des méthodes agroécologiques, l'énergie solaire coopérative et l'administration communautaire des ressources.

En elles-mêmes, de telles luttes concrètes et immédiates sont importantes parce que les victoires partielles sont vitales pour combattre la dégradation de l'environnement et la désespérance par rapport au futur. A long terme, ces campagnes aident aussi à élever la conscience écologique et socialiste et à promouvoir l'activisme par en-bas. La conscience et l'auto-organisation sont des préconditions décisives et fondamentales pour transformer radicalement le système mondial. La synthèse de milliers d'efforts locaux et partiels vers un grand mouvement global systémique va forger le chemin vers une grande transition : une nouvelle société et un nouveau mode de vie.

Cette vision inspire l'idée populaire d'un *mouvement des mouvements*, qui s'est levé autour du mouvement pour la justice globale et des Forums sociaux mondiaux et qui, depuis de nombreuses années, ont impulsé la convergence des mouvements sociaux et environnementaux dans une lutte commune. L'écosocialisme n'est qu'une tendance au sein de ce courant plus grand, sans prétendre être *plus important* ou *plus révolutionnaire* que d'autres. Une posture compétitive alimente ainsi de manière contreproductive la polarisation, quand on a besoin de l'unité.

L'écosocialisme cherche à contribuer à un ethos partagé, adopté par les divers mouvements pour une grande transition. L'écosocialisme se vote comme partie d'un mouvement international : vu que la crise mondiale écologique, économique et sociale ne connaît pas de frontières, la lutte contre les forces systèmes qui provoquent cette crise doit être aussi globalisée. De nombreuses intersections significatives apparaissent entre l'écosocialisme et d'autres mouvements, incluant des efforts pour lier l'écoféminisme et l'écosocialisme comme convergents et complémentaires ⁽¹²⁾. Le mouvement pour la justice climatique réunit l'antiracisme et l'écosocialisme dans la lutte contre la destruction des conditions de vie des communautés discriminées. Dans les mou-

vements indigènes, des dirigeants sont écosocialistes, alors que, d'autre, part, de nombreux écosocialistes voient dans le mode de vie indigène, basé sur la solidarité communautaire et le respect pour la Mère Terre, comme une inspiration pour la perspective écosocialiste. De manière similaire, l'écosocialiste trouve des échos parmi les mouvements paysans, syndicaux, décroissants et autres.

Le mouvement des mouvements qui se rassemble cherche un changement systématique, convaincu qu'un autre monde est possible au-delà de la marchandisation, de la destruction de l'environnement, de l'exploitation et de l'oppression. Le pouvoir des élites gouvernementales retranchées dans leurs palais est indéniable et les forces de l'opposition radicale restent faibles. Mais ces dernières grandissent et se lèvent comme notre espoir d'arrêter le cours catastrophique de la *croissance* capitaliste. L'écosocialisme présente une importance perspective pour nourrir la compréhension et la stratégie de ce mouvement vers une grande transition.

Walter Benjamin a défini les révolutions non comme les locomotives de l'histoire (selon Marx), mais comme l'humanité qui tire le frein d'urgence avant que le train ne tombe dans l'abîme. Comme jamais auparavant nous avons davantage besoin d'actionner ce levier, afin de préparer un nouveau chemin vers un destin différent

MICHAEL LÖWY

Traduction du castillan : Hans-Peter Renk

NOTES

1. Joel Kovel, *Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World?* (New York, Zed Books, 2002), 215.
2. Vía Campesina, un réseau mondial de mouvements paysans, défend depuis longtemps ce type de transformation agricole.
3. Ernest Mandel, *Power and Money: A Marxist Theory of Bureaucracy* (London, Verso, 1992), 206.
4. L'opposition entre « avoir » et « être » est passablement discutée dans *Les Manuscrits de 1844*. Sur le temps libre comme base du « Royaume de la Liberté » socialiste, cf. Karl Marx, *Das Kapital*, Volume III, Marx-Engels-Werke series, vol. 25 (1884; Berlin: Dietz Verlag Berlin, 1981), 828.
5. Paul Burkett, *Ecological Economics: Toward a Red and Green Political Economy* (Chicago, Haymarket Books, 2009), 329.
6. Karl Marx, *Das Kapital*, Volume 1, Marx-Engels-Werke series, vol. 23 (1867; Berlin: Dietz Verlag Berlin, 1981), 528-530.
7. Cf., par exemple, Manuel Sacristán, *Pacifismo, Ecología y Política Alternativa* (Barcelona: Icaria, 1987); Raymond Williams, *Socialism and Ecology* (London: Socialist Environment and Resources Association, 1982); André Gorz, *Ecology as Politics* (Boston, South End Press, 1979); Barry Commoner, *The Closing Circle: Man, Nature, and Technology* (New York: Random House, 1971).
8. « Manifesto ecosocialista », 2001; « Declaración Ecosocialista de Belem », 16 de diciembre del 2008
9. Cf. <https://www.great-transition.org/explore/scenarios> pour un panorama du scénario de politiques de réforme et d'autres scénarios globaux
10. ONU Medio ambiente, *Informe sobre la brecha de emisiones* (ONU, 2018) (Nairobi: UNEP, 2017). Pour une vision générale du rapport, cf. <https://news.un.org/en/story/2017/10/569672-un-sees-worrying-gap-between-paris-climate-pledges-and-emissions-cuts-needed>
11. E. P. Thompson, « La economía 'moral' de la multitud en la Inglaterra del siglo XVIII », *Revista de Occidente*, n° 133 (1973):54-125.
12. Cf. Ariel Salleh's *Ecofeminism as Politics* (New York: Zed Books, 1997), et le récent n° de *Capitalism, Nature and Socialism* (29, n° 1: 2018) sur « Ecofeminismo contra el capitalismo », avec des essais de Terisa Turner, Ana Isla, et al.
13. Publication originelle in : Great Transition Initiative . *Traduit par Daniel Ruilova y révisé par Manuel Casal Lodeiro*
Source:
<https://www.15-15-15.org/webzine/2019/03/04/por-que-el-ecosocialismo-por-un-futuro-rojo-verde>



L'un des objectifs du groupe écosocialiste de solidaritéS est la diffusion de textes, écrits en français ou en d'autres langues, relevant de l'écosocialisme.

Le groupe n'adhère pas nécessairement à tous les points et propositions qui y sont exprimés. Ceux-ci n'engagent que leur auteur.



Nous sommes un groupe du mouvement solidaritéS formé de militant·e·s et de sympathisant·e·s.

Vous vous sentez solidaire de notre combat pour une écologie anticapitaliste ? Rejoignez-nous pour discuter et proposer ensemble des actions afin de bâtir un autre monde... ou prenez simplement contact pour recevoir des nouvelles de nos activités.

www.solidarites.ch/ecosoc

ecosocialiste@solidarites.ch

Facebook : Groupe écosocialiste - Genève

L'ÉCOSOCIALISME

CRÉER NOTRE **ALTERNATIVE** FACE À LA CRISE
SYSTÉMIQUE ACTUELLE DU CAPITALISME

-
- ★ Si tu penses que la crise économique et l'accélération des désastres écologiques sont les conséquences des contradictions et des exigences du capitalisme et de sa course au profit maximum...
-
- ★ Si tu penses qu'un changement des rapports sociaux est nécessaire et que la préoccupation écologique doit être déterminante dans notre projet émancipateur...
-
- ★ Si tu considères que l'approfondissement de la crise écologique contribue à l'accroissement des inégalités et à la multiplication des conflits...
-
- ★ Si pour toi l'écosocialisme implique un changement radical dans les rapports de genre et une lutte pour un écoféminisme anticapitaliste...

...rejoins le groupe
écosocialiste de solidaritéS !

solidarités

www.solidarites-ge.ch